

**sid**

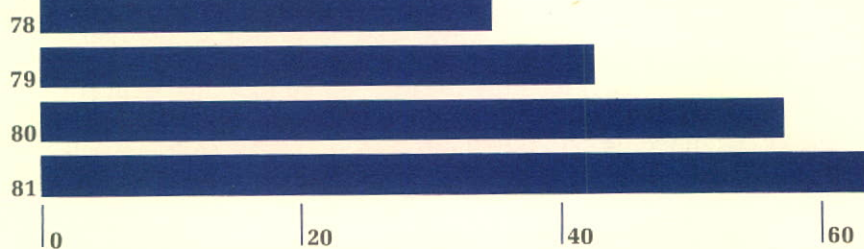
société  
d'investissement  
desjardins





# ÉVOLUTION DE NOS ACTIVITÉS

**Investissements**  
à la valeur de  
consolidation  
au 31 décembre  
(en millions de \$)



**Avoir des actionnaires**  
consolidé  
au 31 décembre  
(en millions de \$)

■ Capital-actions

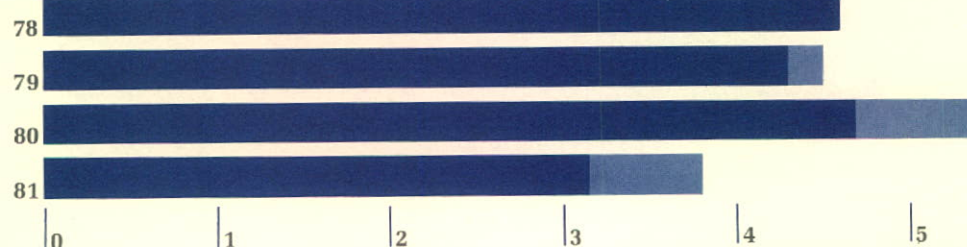
■ Bénéfices non répartis



**Bénéfice net**  
consolidé  
exercice terminé  
le 31 décembre  
(en millions de \$)

■ Bénéfice avant  
postes extraordinaires

■ Postes extraordinaires



## TABLE DES MATIÈRES

Évolution de nos activités	1
Message du président	2
Conseil d'administration	3
Rapport d'opération	4
Direction	5
États financiers consolidés	6
Rayonnement du chiffre d'affaires	14
Nos partenaires	15
Impact de nos investissements	16
Chacun de nos partenaires	16



# MESSAGE DU PRÉSIDENT

Il y a un an, je faisais référence, dans mon message, au lien existant entre les niveaux records des taux d'intérêt et la difficulté éprouvée par les entreprises industrielles et commerciales pour financer tant leurs opérations que leur développement. Je m'interrogeais sur l'efficacité de la politique monétaire restrictive à contrôler un type d'inflation davantage due à des facteurs particuliers qu'à un niveau excessif de la demande de biens et services. Force m'était de constater que, malgré la politique suivie en 1980, l'inflation continuait à croître alors que les entreprises étaient de plus en plus affectées par une demande déprimée et par un loyer de l'argent dangereusement élevé.

Un an plus tard, soit au moment de rédiger le présent message, je constate que, malgré la poursuite d'une politique monétaire dite anti-inflationniste, les prix à la consommation ont augmenté encore plus rapidement en 1981 qu'en 1980, soit au rythme de 12,5% par rapport à 10,1% l'année précédente; pendant ce temps, les niveaux des taux d'intérêt qu'on avait qualifiés de «records» un an plus tôt, ont été largement dépassés en 1981. En fait, la remontée rapide des taux d'intérêt vers le milieu de l'année dernière a brusquement mis fin à la tentative de reprise qui s'était amorcée au tournant de l'année.

Comment ne pas être inquiet devant l'augmentation du nombre des faillites depuis 1979; un total de 8 055 entreprises commerciales et industrielles ont failli au Canada en 1981, en comparaison de 5 694 en 1979; les chiffres correspondants pour le Québec étaient de 3 306 ou 41% des faillites en 1981, soit une détérioration marquée par rapport à 2 071 faillites en 1979, ou 36,4% du total canadien. Si les chiffres de janvier et février sont une indication de ce que sera l'année 1982, celle-ci risque d'être pénible puisque déjà 1 676 entreprises canadiennes ont déclaré faillite, dont 758 entreprises du Québec ou 45,2% du total.

Les conditions qui prévalent en ce début de 1982 demeurent donc critiques. S'il existe une note encourageante, elle vient des États-Unis où on est confiant que les prix vont augmenter à un rythme beaucoup moins rapide (environ 7%) et que les taux d'intérêt vont baisser à un niveau assez bas pour encourager une reprise de la construction et, par la suite, de toute l'activité économique.

Presque tous nos partenaires ont été très affectés par la conjoncture en 1981. En fait, plusieurs d'entre eux opèrent dans des industries qui sont très influencées par le cycle économique, en particulier le transport et la construction. Nos résultats qui montrent une chute du bénéfice net de quelque 30% en 1981, sont le reflet des difficultés rencontrées par nos partenaires. On peut tout de même observer des faits qui nous permettent

d'être optimistes pour l'avenir; notons que nos partenaires ont continué d'accroître leurs ventes à l'extérieur du Québec et que, dans l'ensemble, l'augmentation de ces ventes extérieures a été plus rapide que l'augmentation des ventes de ces compagnies au Québec. Cette performance est de bonne augure; elle confirme que nos partenaires ont atteint un

niveau de productivité qui leur a permis de pénétrer des marchés très concurrentiels, et ce, même en période difficile. Nul doute qu'au moment de la reprise, ces entreprises seront en excellente position pour tirer profit de la situation.

Il est vital pour l'économie québécoise que l'épine dorsale de son infrastructure indus-

trielle soit formée d'entreprises possédant l'expertise, la taille, le dynamisme et le degré de productivité qui leur permettent de concurrencer au sein des grands marchés. Or le principal élément de la stratégie de base de SID est précisément de mettre à la disposition d'entreprises, ayant leur centre de décisions au Québec, du capital de développement pour favoriser leur expansion. En 1981, l'augmentation de 100 millions de dollars du chiffre d'affaires à l'extérieur du Québec réalisée par nos partenaires, ainsi que l'effet multiplicateur de ces transactions, ont contribué entre autres à fournir du travail à plusieurs québécois qui, autrement, auraient pu rejoindre le nombre déjà trop grand des chômeurs.

Cependant, force m'est de constater que le Québec ne réussit pas à développer ou à attirer un nombre suffisant d'entreprises-motrices pour éviter de perdre du terrain sur le plan économique. Il y a sans doute plus d'une raison pour expliquer cette situation, mais j'aimerais attirer l'attention de nos dirigeants politiques sur l'importance cruciale de créer des conditions de base qui soient invitantes pour ces entreprises-motrices. Parmi les conditions de base qui influencent les chefs d'entreprises, une des plus importantes est l'ensemble des taxes directes et indirectes et des impôts que doivent payer les entreprises aussi bien que leurs dirigeants. Les journaux font état d'athlètes professionnels qui préfèrent poursuivre leur carrière sous un climat fiscal moins exigeant que celui du Québec; si on entend moins parler d'une réaction semblable d'hommes d'affaires ou si cette raison n'est pas fournie comme motif officiel lors de décisions de déménagement ou d'implantation d'entreprises qui vont au détriment des intérêts du Québec, il ne faudrait pas avoir la naïveté de croire que le climat fiscal n'influence pas ces décisions de façon importante. Le Québec n'a pas les moyens de laisser des obstacles de cette nature freiner l'établissement et le développement d'entreprises. Au contraire, le Québec doit se donner comme objectif d'attirer l'entreprise-motrice, entre autres moyens, par un climat fiscal favorable. La prospérité qui suivra permettra à long terme de financer plus facilement les programmes sociaux que nous aurons





alors le moyen de supporter comme collectivité. L'approche inverse risque de nous conduire à une situation financière intenable.

Les difficultés rencontrées en 1981 ont amené plusieurs entreprises, dont SID et la plupart de ses partenaires, à refaire un exercice de planification stratégique. Les décisions qui ont alors été prises comprennent en général: une réduction drastique des dépenses, une gestion plus serrée des stocks, une concentration des efforts dans les secteurs où les entreprises sont les plus efficaces et conséquemment, une élimination de certains secteurs de diversification apparaissant plus vulnérables en période de resserrement. Ces mécanismes d'ajustement qui sont des réflexes de défense, vont permettre à un grand nombre d'entreprises privées d'améliorer leur productivité et de traverser cette période de crise. Il serait important que le secteur public, lequel n'est pas soumis à la loi rigoureuse du marché, se plie tout de même à la discipline d'une planification stratégique sévère, qu'il remette en question tous les programmes non-productifs ou non-essentiels, et qu'il élimine le coût exorbitant de la duplication et des luttes de juridiction entre les divers paliers gouvernementaux. On perçoit présentement une volonté d'action dans le secteur public, mais l'approche demeure timorée et la volonté de coopération entre les divers paliers semble faire défaut. Enfin, les travailleurs canadiens, et ceux du

Québec en particulier, devraient s'inspirer des attitudes pratiques prises par les travailleurs des États-Unis qui semblent avoir compris qu'il est primordial, pour la sécurité même de leur emploi, que leur entreprise retrouve un avantage compétitif par rapport à la concurrence étrangère, même au prix d'un sacrifice temporaire.

L'économie québécoise a besoin d'un sérieux effort de coopération de tous les agents économiques pour renverser la tendance inquiétante actuelle. Il faut retrouver un environnement favorable au développement d'entreprises québécoises d'envergure et travailler sans relâche à améliorer la productivité à tous les niveaux. SID, comme institution du Mouvement Desjardins, est totalement engagée au développement de l'infrastructure industrielle au Québec, car elle y voit une condition de base à l'épanouissement harmonieux de notre société.



Guy Bernier  
Président  
Le 9 mars 1982

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

### **Guy Bernier, président**

Président, Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

### **Jean-Marie Ouellet, vice-président**

Président exécutif, Fédération des caisses populaires Desjardins de Québec

### **A. Hervé Hébert, secrétaire**

Président, Fiducie du Québec

### **\*Raymond Audet**

Vice-président et directeur général, Centre Desjardins de traitement de Cartes Inc.

### **Camille Dagenais**

Président du conseil et chef de la direction, Groupe SNC

### **Paul Gauthier**

Vice-président directeur général, Société d'investissement Desjardins

### **Denis Giroux**

Gestionnaire, participations spéciales, Caisse de dépôt et placement du Québec

### **\*Wesley Hogg**

Premier vice-président et directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins du Bas St-Laurent

### **Serge Limoges**

Directeur général, Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Abitibi

### **Marcel Marcotte**

Directeur, Caisse populaire de Portneuf

### **Oscar Mercure**

Président, Assurance-vie Desjardins

### **Bertin F. Nadeau**

Président directeur général, Unigesco Inc.

### **Jean-Marie Raymond**

Conseiller spécial au président, Société générale de financement

### **\*G. Roger Roy**

Président du conseil, Fédération des caisses populaires Desjardins de l'Estrie

### **Robert Soupras**

Président exécutif, Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec

\*membres du comité de vérification



# RAPPORT D'OPÉRATION

La reprise économique amorcée au début de l'an dernier nous avait fait espérer des résultats en croissance pour 1981. Cette reprise s'est cependant vite effondrée sous l'assaut des taux d'intérêt qui ont largement dépassé, pour la première fois, le palier de 20%. La seconde moitié de l'année a été pénible alors qu'une forte baisse de la demande a affecté un grand nombre de secteurs.

Société d'investissement Desjardins n'a pas échappé aux effets de la conjoncture alors que seulement deux de ses partenaires, soit Crédit Industriel Desjardins et Culinar, ont enregistré des bénéfices à des niveaux répondant aux attentes budgétaires du début de l'année.

D'une façon globale, les compagnies auxquelles nous sommes associés ont réussi à faire progresser leurs chiffres d'affaires de plus de 20% en 1981; ces succès au chapitre des ventes sont attribuables aux efforts d'expansion et de diversification poursuivis ces dernières années. Cependant les résultats obtenus dans les secteurs nouveaux ont été décevants dans la plupart des cas et sont même venus diminuer les résultats plus intéressants générés dans les secteurs constituant les opérations traditionnelles de ces entreprises. Ceci a amené nos partenaires à réévaluer leur stratégie et à prendre des mesures énergiques pour rationaliser leurs opérations et en améliorer la rentabilité. En fait, nous estimons que nos partenaires se retrouvent en bonne position non seulement pour traverser la conjoncture difficile actuelle, mais aussi pour prendre avantage d'une reprise de l'activité économique. Si, comme nous l'espérons, une telle reprise devait se manifester vers le milieu de l'année, leurs résultats, et par voie de conséquence les résultats de SID, devraient être meilleurs en 1982.

## Bilan consolidé

L'actif de SID totalisait 326 millions de dollars au 31 décembre 1981, par rapport à 222 millions un an plus tôt. Trois facteurs principaux expliquent cette croissance de plus de 100 millions de dollars de nos actifs consolidés. Premièrement, les actifs de Crédit Industriel Desjardins ont enregistré une forte augmentation, grâce à une croissance importante du portefeuille de prêts et à l'acquisition de Location Pierre Lafleur Ltée, une entreprise de location à terme de véhicules-moteurs. Deuxièmement, SID a acquis un bloc d'actions de Sico, faisant passer son pourcentage de participation à un peu plus de 50%, de sorte que les actifs de cette entreprise ont été consolidés pour la première fois dans notre bilan au 31 décembre 1981. Troisièmement, Culinar a enregistré une bonne augmentation de ses actifs au cours de 1981; une des principales raisons de cette augmentation a été l'acquisition de Le Groupe Resto Inc., une entreprise opérant des restaurants et comptoirs dans les centres commerciaux,

ainsi que des restaurants spécialisés tels le Coq Rôti, A & W, la Boîte à Spaghetti, Croissant Plus et Belle Gauthier.

Au passif, on note une hausse importante de la dette à long terme qui est pour la plus grande partie attribuable à Crédit Industriel Desjardins, mais qui incorpore aussi des augmentations de Culinar ainsi que la consolidation de la dette à long terme de Sico.

Au cours de l'exercice 1981, SID a émis 34 505 actions ordinaires aux Fédérations et Institutions du Mouvement Desjardins; elle a notamment accueilli un nouvel actionnaire, soit la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec. Au 31 décembre 1981, le capital-actions de SID était constitué de 539 449 actions émises pour un montant payé de 57 579 838 \$ et les bénéfices non répartis totalisaient 21 218 832 \$.

## Résultats consolidés

En 1981, le bénéfice brut d'exploitation a totalisé 52,8 millions de dollars par rapport à 39,0 millions l'année précédente. Le bénéfice d'exploitation avant résultats de participations permanentes demeurait stable à 11,5 millions de dollars, alors que la quote-part de SID dans les résultats nets de compagnies satellites montrait un résultat négatif de 1,7 million de dollars par rapport à une contribution positive de 0,9 million en 1980.

Le bénéfice net a totalisé 3,8 millions de dollars, en baisse par rapport à 5,5 millions en 1981. Le bénéfice net par action a été influencé, non seulement par la diminution du bénéfice net mais aussi, par un effet de dilution important dû à l'émission de 77 149 actions le 30 décembre 1980 et de 34 505 actions au cours de l'année 1981: il s'établit à 7,27 \$ en 1981 comparativement à 13,31 \$ en 1980.

L'année 1981 a été marquée par plusieurs transactions qui ont influencé nos résultats à des degrés divers. Nous avons déjà fait mention de l'acquisition d'un bloc d'actions de Sico, laquelle nous a permis de consolider notre participation en une position majoritaire. Nous avons décidé d'acquiescer ce bloc d'actions après avoir pris soin de consulter les représentants des employés-actionnaires de Sico qui sont nos principaux partenaires dans cette entreprise.

Une transaction qui a retenu beaucoup d'attention est celle qui concerne Quebecair. Mentionnons simplement que le 24 juillet 1981, SID est devenue actionnaire d'une compagnie de gestion, 1848-7199 Québec Inc., en échangeant les actions ordinaires qu'elle détenait dans Quebecair pour des actions ordinaires de 1848-7199 Québec Inc. Cette dernière, qui a été créée pour per-





mettre au Gouvernement du Québec d'injecter du nouveau capital dans Quebecair, a acquis par échange d'actions environ 93% des actions ordinaires de Quebecair, et a aussi racheté la plus grande partie des actions privilégiées du transporteur aérien québécois. SID se retrouve maintenant actionnaire de 1848-7199 Québec Inc., tout en ayant disposé des actions privilégiées qu'elle détenait dans Quebecair. Notre participation dans cette compagnie de gestion apparaît dans nos états financiers comme un placement de portefeuille et est comptabilisée au coût. Les résultats de Quebecair pour la première moitié de 1981 affectent cependant nos résultats puisque Quebecair était jusqu'alors considérée comme compagnie satellite.

Par ailleurs, SID a profité d'une émission d'actions de Corporation de Gestion La Vérendrye pour augmenter sa participation dans cette entreprise, de sorte qu'elle était considérée comme compagnie satellite à la fin de 1981 et non plus comme placement de portefeuille. Au cours de l'année, SID s'est jointe à Pêcheurs Unis du Québec pour acquérir Curadeau & Frères Inc., une entreprise spécialisée dans la production de morue salée et salée-séchée; notre participation dans cette entreprise représente 49%. Enfin, SID a dû absorber au cours du dernier exercice une perte reliée à la faillite de Industech Inc. dans laquelle nous détenions 22% du capital-actions ordinaire.

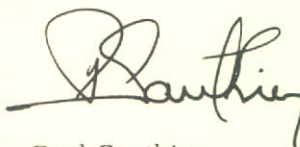
#### **Autres événements**

SID a réalisé quelques mandats de consultation pour ses actionnaires au cours de 1981. Nous sommes particulièrement heureux d'avoir pu, dans le dossier de la

carte VISA, mettre notre expertise en évaluation et en négociation au service de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Au niveau de l'organisation interne, les membres du conseil d'administration et le personnel de SID ont participé activement à la révision de notre plan stratégique. Cet exercice nous a amené à préciser nos objectifs et notre stratégie et à mieux définir nos moyens d'action. Mentionnons que SID s'est donnée comme objectif prioritaire d'améliorer le rendement sur le capital qui lui est confié et, conséquemment, le retour versé à ses actionnaires.

En terminant, je suis heureux de confirmer que le conseil d'administration a voté un dividende régulier de 1,50 \$ par action, auquel s'ajoute un dividende spécial de 0,50 \$ par action. L'augmentation de notre dividende régulier par rapport au dividende de 1,00 \$ par action payé l'an passé, est possible grâce à une hausse appréciable du bénéfice net non consolidé de SID. Le dividende spécial représente le paiement intégral à nos actionnaires d'un dividende spécial reçu de Crédit Industriel Desjardins.



Paul Gauthier  
Vice-président directeur général  
Le 9 mars 1982

---

## **DIRECTION**

**Guy Bernier**  
Président

**Paul Gauthier**  
Vice-président directeur général

**Raymond Gagné**  
Vice-président services corporatifs

**Gilles P. Grenier**  
Trésorier  
Vice-président administration et finances

**Serge Riopel**  
Vice-président analyse et investissement

**Réjean Brunelle**  
Trésorier-adjoint

**Francine Durocher Monin**  
Secrétaire-adjoint



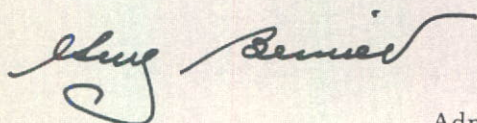
**BILAN CONSOLIDÉ**

31 décembre 1981

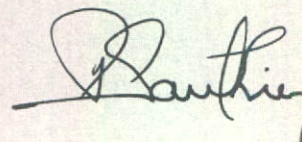
<b>ACTIF</b>	<b>1981</b>	<b>1980 redressé (note 14)</b>
<b>Court terme</b>		
Encaisse	— \$	1 884 388 \$
Billets et dépôts à terme	666 000	4 750 536
Débiteurs (note 5)	26 698 962	17 225 081
Stocks (note 1b)	22 946 936	9 091 130
Frais payés d'avance	1 176 032	1 141 392
Montant encaissable au cours du prochain exercice sur les prêts à long terme	24 924 456	10 857 444
Portion des obligations échéant à court terme	986 250	—
	77 398 636	44 949 971
<b>Prêts à long terme et autres créances (note 6)</b>	<b>159 581 858</b>	<b>107 078 574</b>
<b>Obligations (note 7)</b>	<b>5 170 675</b>	<b>6 156 925</b>
<b>Participations permanentes (note 8)</b>	<b>25 185 712</b>	<b>30 077 136</b>
<b>Immobilisations (note 9)</b>	<b>48 976 778</b>	<b>27 926 194</b>
<b>Autres valeurs actives (note 10)</b>	<b>9 865 161</b>	<b>5 965 835</b>
	<b>326 178 820 \$</b>	<b>222 154 635 \$</b>

<b>PASSIF ET AVOIR DES ACTIONNAIRES</b>	<b>1981</b>	<b>1980 redressé (note 14)</b>
<b>Court terme</b>		
Découvert de banque	175 422 \$	— \$
Emprunt bancaire (note 11)	7 920 368	7 012 800
Billets à court terme	30 200 000	2 975 000
Comptes à payer et autres dettes courues	22 430 755	17 171 208
Versements sur la dette à long terme échéant au cours du prochain exercice	7 400 576	10 248 023
	68 127 121	37 407 031
<b>Dette à long terme (note 12)</b>	<b>150 765 359</b>	<b>95 273 462</b>
<b>Subvention reportée</b>	<b>853 100</b>	<b>—</b>
<b>Impôts sur le revenu reportés</b>	<b>6 813 481</b>	<b>3 693 000</b>
	<b>226 559 061</b>	<b>136 373 493</b>
<b>Intérêts minoritaires</b>	<b>20 821 089</b>	<b>15 188 578</b>
<b>Avoir des actionnaires</b>		
Capital-actions (note 13)	57 579 838	52 779 500
Bénéfices non répartis	21 218 832	17 813 064
	78 798 670	70 592 564
	<b>326 178 820 \$</b>	<b>222 154 635 \$</b>

Au nom du conseil d'administration



Administrateurs





# BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 décembre 1981

	1981	1980 redressé (note 14)
<b>Bénéfices non répartis avant surplus d'apport au début</b>		
Solde déjà établi	15 728 379 \$	10 628 581 \$
Redressements relatifs aux exercices antérieurs (note 14)	6 309	(62 778)
Solde redressé	15 734 688	10 565 803
Bénéfice net	3 784 476	5 473 400
	19 519 164	16 039 203
Dividendes — actions ordinaires	504 944	—
Dividendes — actions privilégiées	—	126 315
	19 014 220	15 912 888
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	152 666	254 800
	18 861 554	15 658 088
Remboursement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	278 902	76 600
<b>Bénéfices non répartis avant surplus d'apport à la fin</b>	19 140 456	15 734 688
Surplus d'apport au début	2 078 376	1 139 807
Prime à l'émission d'actions ordinaires	—	938 569
<b>Surplus d'apport à la fin</b>	2 078 376	2 078 376
<b>Bénéfices non répartis à la fin</b>	21 218 832 \$	17 813 064 \$



# RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Exercice terminé le 31 décembre 1981

	1981	1980 redressé (note 14)
<b>Revenus bruts d'exploitation</b> (note 15)	<b>206 368 144 \$</b>	<b>177 613 296 \$</b>
<b>Coût des ventes et autres frais</b>	<b>153 601 430</b>	<b>138 574 257</b>
<b>Bénéfice brut d'exploitation</b>	<b>52 766 714</b>	<b>39 039 039</b>
<b>Frais financiers et d'exploitation</b>		
Intérêts sur emprunts à long terme	19 055 101	9 831 569
Intérêts sur emprunts à court terme	3 204 965	2 032 919
Frais généraux et d'administration	13 175 299	11 432 949
Frais de recherche et de développement (incluant l'amortissement de 222 000 \$ en 1981 et de 135 000 \$ en 1980)	1 250 949	921 555
Amortissement des immobilisations	4 249 841	3 195 393
Amortissement de l'achalandage de consolidation	319 632	359 465
	<b>41 255 787</b>	<b>27 773 850</b>
<b>Bénéfice d'exploitation avant résultats de participations permanentes</b>	<b>11 510 927</b>	<b>11 265 189</b>
Quote-part de la Société dans les résultats nets de compagnies satellites	(1 718 531)	901 984
<b>Bénéfice avant impôts, intérêts minoritaires et postes extraordinaires</b>	<b>9 792 396</b>	<b>12 167 173</b>
<b>Impôts sur le revenu</b>		
Avantage fiscal découlant du report de pertes d'exercices antérieurs	—	45 126
Exigibles	2 538 888	3 637 700
Reportés	1 104 548	803 000
	<b>3 643 436</b>	<b>4 485 826</b>
<b>Bénéfice avant intérêts minoritaires et postes extraordinaires</b>	<b>6 148 960</b>	<b>7 681 347</b>
Intérêts minoritaires	3 011 892	2 940 628
<b>Bénéfice avant postes extraordinaires</b>	<b>3 137 068</b>	<b>4 740 719</b>
Postes extraordinaires (note 16)	647 408	732 681
<b>Bénéfice net</b>	<b>3 784 476 \$</b>	<b>5 473 400 \$</b>

<b>Bénéfice par action avant postes extraordinaires</b>	<b>6,03 \$</b>	<b>11,49 \$</b>
<b>Bénéfice net par action</b>	<b>7,27 \$</b>	<b>13,31 \$</b>



# ÉVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Exercice terminé le 31 décembre 1981

	1981	1980 redressé (note 14)
<b>Provenance des fonds</b>		
Bénéfice avant postes extraordinaires	3 137 068 \$	4 740 719 \$
Dividendes de compagnies satellites	349 520	244 830
Postes ne comportant aucune rentrée et aucune sortie de fonds	10 669 862	5 984 848
Fonds provenant de l'exploitation	14 156 450	10 970 397
Réduction de l'impôt sur le revenu par suite du report de pertes d'exercices antérieurs	—	123 000
Ventes d'immobilisations	391 945	244 250
Ventes de participations permanentes moins les impôts afférents	2 367 869	9 500
Augmentation de la dette à long terme	44 364 510	25 467 500
Produit de vente d'éléments d'actif d'une filiale moins les impôts afférents	—	2 898 330
Acquisition de fonds de roulement déduction faite de la valeur acquise	4 396 314	—
Diminution d'obligations	986 250	—
Émission d'actions aux intérêts minoritaires	—	90 450
Émission d'actions ordinaires	4 800 338	12 302 769
Émission d'actions privilégiées suite à la conversion d'un emprunt d'un actionnaire	—	648 800
	71 463 676	52 754 996
<b>Utilisation des fonds</b>		
Déboursés nets sur prêts et autres actifs	45 548 702	19 265 063
Achats d'obligations	—	4 706 925
Achats de participations permanentes moins un solde de prix d'achat (294 000 \$ en 1981)	3 169 269	10 571 883
Achats d'immobilisations	8 877 256	7 579 904
Augmentation d'autres éléments d'actif	560 522	317 960
Diminution de la dette à long terme	9 989 884	10 561 919
Frais d'émission de la dette à long terme	399 199	—
Dividendes versés aux intérêts minoritaires	828 524	539 527
Versement de l'impôt remboursable au titre de dividendes	152 666	275 944
Dividendes moins le remboursement de l'im- pôt remboursable au titre de dividendes	209 079	44 715
Conversion d'un emprunt d'un actionnaire en actions privilégiées	—	648 800
	69 735 101	54 512 640
<b>Augmentation (diminution) du fonds de roulement</b>	1 728 575	(1 757 644)
Fonds de roulement au début	7 542 940	9 300 584
<b>Fonds de roulement à la fin</b>	9 271 515 \$	7 542 940 \$



# NOTES COMPLÉMENTAIRES

31 décembre 1981

## 1. Principales pratiques comptables

### a) Principes suivis en vue de la consolidation

- i) Les états financiers consolidés comprennent les comptes de Société d'investissement Desjardins et des filiales: Crédit Industriel Desjardins Inc. et sa filiale Culinar Inc. et ses filiales Sico Inc. et ses filiales.

- ii) L'achalandage de consolidation est amorti sur une période de 20 ans.

### b) Stocks

Les stocks sont évalués au plus bas du coût et de la valeur du marché. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif ou la méthode du coût moyen en utilisant les prix de revient complets. La valeur du marché équivaut au coût de remplacement en ce qui a trait aux matières premières et aux fournitures d'emballage et à la valeur nette probable de réalisation en ce qui a trait aux produits finis.

### c) Détermination des revenus bruts d'exploitation

Les revenus d'intérêt sur les prêts accordés à des entreprises sont déterminés en appliquant le taux d'intérêt sur le solde au début de chaque mois.

Les revenus de location-financement non gagnés représentent l'excédent du montant brut à recevoir des contrats de location-financement sur le coût des éléments d'actif loués, déduction faite de la valeur résiduelle estimative. Ces revenus non gagnés sont inscrits aux livres lorsque le contrat entre en vigueur et sont portés aux revenus en montants mensuels directement proportionnels au solde résiduel du placement non recouvré dans l'actif relatif à la location-financement.

Les revenus courus non recouverts sont renversés lorsque les financements sont en arrérages de plus de 90 jours ou lorsqu'il y a doute quant à leur recouvrement.

### d) Participations permanentes

Le coût des participations permanentes inclut les honoraires professionnels engagés spécifiquement pour l'acquisition de ces participations.

### e) Immobilisations

La Société a adopté la politique d'amortir ses immobilisations selon la méthode de l'amortissement dégressif tandis que les filiales utilisent la méthode linéaire. Les améliorations locatives sont amorties selon la méthode linéaire. Les taux d'amortissement suivants ont été utilisés:

Immeubles et aménagements des terrains	2% à 6¾%
Machinerie et équipement	6¾% à 20%
Mobilier et équipement	20%
Matériel roulant	10% à 33¾%
Améliorations locatives	10%, 50% et durée du bail.

### f) Frais de développement reportés et de franchises

Les frais de développement reportés et de franchises sont amortis d'après la méthode de l'amortissement constant:

Frais de développement reportés	3 ans
Frais de franchises	10 ans et 20 ans.

### g) Provision pour pertes

Les financements consentis et déboursés ainsi que les montants à recevoir en vertu de contrats de location-financement sont révisés mensuellement par l'administration. Les pertes encourues et estimées, incluant les frais de liquidation, font l'objet d'une provision spécifique dans la période. C'est aussi la politique d'établir une provision générale sur les financements et les contrats de location-financement en cours.

### h) Frais d'émission de la dette à long terme

L'escompte et les frais relatifs à la dette sont amortis selon la méthode de l'amortissement constant sur la durée de la dette.

### i) Conversion des devises étrangères

Une filiale effectue des opérations aux États-Unis; ses comptes sont convertis en dollars canadiens de la façon suivante: l'actif à court terme et le passif à court terme, au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice; tous les autres postes du bilan, au taux de change en vigueur à la date d'acquisition ou de

transaction; les revenus et les dépenses, au taux de change moyen de l'exercice. Tout gain ou perte réalisé ou non réalisé résultant de la conversion est inscrit à l'état des résultats.

### j) Impôts sur le revenu

Les impôts sur le revenu reportés sont attribuables à l'écart relatif à l'amortissement des frais de la dette ainsi qu'aux écarts relatifs aux revenus de location et à l'allocation du coût en capital.

Les crédits d'impôts fédéral et provincial à l'investissement sont comptabilisés en diminution de la provision pour impôts sur le revenu.

### k) Obligations découlant de contrats de location

Certaines opérations relatives aux contrats de location sont comptabilisées à titre d'achats à tempérament. Les obligations capitalisées découlant de contrats de location représentent la valeur actuelle des loyers minimums futurs. Le montant capitalisé représente le prix coûtant des éléments d'actif loués, lequel est amorti selon la méthode linéaire.

## 2. Constitution

La Société a été constituée en vertu de la «Loi concernant La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec» et, sous réserve des dispositions de cette loi, est régie par les dispositions de la deuxième partie de la Loi des compagnies, Québec.

## 3. Acquisitions de filiales

En date du 24 décembre 1981, la Société s'est portée acquéreur d'un bloc d'actions de Sico Inc. portant sa participation de 49,9% à 50,4% des actions émises de Sico Inc.

En date du 5 octobre 1981, la filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. s'est portée acquéreur, avec effet rétroactif au 1 juillet 1981, de la totalité des actions de Location Pierre Lafleur Ltée.

En date du 19 février 1981, la filiale Culinar Inc. s'est portée acquéreur de la totalité des actions de Le Groupe Resto Inc.

Ces acquisitions ont été comptabilisées selon la méthode de l'achat pur et simple et la valeur acquise s'établit comme suit:

Fonds de roulement	7 928 551 \$
Investissement net dans des contrats de location-financement	9 404 582
Immobilisations	15 962 155
Réévaluation d'immobilisations	690 115
Autres actifs	1 266 039
Achalandage de consolidation	2 490 289
Dette à long terme	(23 273 271)
Impôts sur le revenu reportés	(2 015 933)
Autres passifs	(853 100)
Intérêts minoritaires	(3 432 258)
	8 167 169
Déduire: valeur de consolidation d'une participation permanente déjà détenue	(4 634 932)
Valeur acquise	3 532 237
Déboursé	2 582 237
Solde à payer	950 000 \$

Les états financiers consolidés de la Société ont été dressés de la façon suivante: le bilan de Sico Inc. a été consolidé tandis que les résultats ont été présentés sous le poste «quote-part de la Société dans les résultats nets de compagnies satellites».

Crédit Industriel Desjardins Inc. a consolidé le bilan de Location Pierre Lafleur Ltée au 31 décembre 1981 et les résultats à compter du 1 juillet 1981.

Culinar Inc. a consolidé le bilan de Le Groupe Resto Inc. au 31 décembre 1981 et les résultats à compter du 19 février 1981.

## 4. Subventions

- a) Le ministère de l'Expansion économique régionale du Canada a accordé à une filiale une subvention de 814 250 \$ dont le montant est établi selon le coût du projet d'agrandissement. Celle-ci est assujettie aux conditions stipulées dans l'offre acceptée par la filiale le 23 août 1978; ce montant est comptabilisé en diminution du coût du projet. Un montant de 517 111 \$ a été encaissé au cours de l'exercice 1980; le solde de 297 139 \$ sera reçu en 1982.



b) En vertu d'ententes conclues avec la Société de Développement Industriel du Québec, une filiale pourrait bénéficier pour la période se terminant en 1984 du remboursement d'une partie de sa dépense d'intérêt sur le financement jusqu'à concurrence de 936 000 \$. Au cours de l'exercice 1981, un montant de 334 455 \$ (380 385 \$ en 1980) a été comptabilisé en diminution des intérêts sur la dette à long terme.

c) Au cours de l'exercice, une filiale s'est qualifiée à des subventions totalisant 305 900 \$ (613 800 \$ en 1980) en rapport aux immobilisations, aux frais d'intérêt et de recherche et de développement. Des subventions de l'exercice totalisant 134 700 \$ (352 000 \$ en 1980) relatives à des immobilisations ont été traitées comme subventions reportées. Les subventions concernant les frais d'intérêt et de recherche et de développement ont été présentées en diminution de ces dépenses.

Les subventions reportées sont virées aux opérations selon la méthode de l'amortissement linéaire au taux annuel moyen de 4,0% (4,3% en 1980). L'amortissement de l'exercice est de 38 000 \$ (34 800 \$ en 1980).

5. Débiteurs	1981	1980
Comptes à recevoir	21 178 972 \$	14 870 557 \$
Intérêts courus, à recevoir et autres actifs	3 214 872	1 823 800
Subventions à recevoir (note 4)	789 091	495 794
Impôts sur le revenu à recouvrer	1 516 027	—
Dividendes à recevoir	—	34 930
	26 698 962 \$	17 225 081 \$

6. Prêts à long terme et autres créances	1981	1980
Total des paiements minimums exigibles en vertu des contrats	16 874 355 \$	1 846 480 \$
Paiements de location reçus d'avance	(448 924)	—
	16 425 431	1 846 480
Valeur résiduelle non garantie	94 763	97 793
	16 520 194	1 944 273
Revenu non gagné	(3 609 368)	(526 379)
Assurances	(338 731)	—
Investissement net dans des contrats de location-financement	12 572 095	1 417 894
Financements consentis et déboursés	169 009 422	111 654 285
Prêts et avances	4 331 529	6 747 747
	185 913 046	119 819 926
Provision pour pertes éventuelles	(1 406 732)	(1 883 908)
	184 506 314	117 936 018
Montants encaissables au cours du prochain exercice	24 924 456	10 857 444
	159 581 858 \$	107 078 574 \$

Les paiements minimums exigibles au cours du prochain exercice relatifs aux contrats de location-financement se chiffrent à 6 295 457 \$.

7. Obligations	Valeur à la cote	Coût	
		1981	1980
Obligations	5 260 625 \$	6 156 925 \$	6 156 925 \$
Portion échéant à court terme		986 250	—
		5 170 675 \$	6 156 925 \$

8. Participations permanentes	1981	1980
a) Placements dans les compagnies satellites, à la valeur de consolidation	19 838 632 \$	23 011 408 \$
L'achalandage de consolidation est amorti selon la méthode de l'amortissement constant sur une durée de 20 ans. Le solde résiduel est 4 007 886 \$.		
b) Placements de portefeuille, au coût	5 347 080	7 065 728
	25 185 712 \$	30 077 136 \$

9. Immobilisations	Coût	Amortissement accumulé	Coût amorti	
			1981	1980
Terrains	3 362 220 \$	— \$	3 362 220 \$	1 463 243 \$
Aménagements des terrains	93 100	18 000	75 100	—
Immeubles	25 811 369	6 454 971	19 356 398	10 956 442
Machinerie et équipement	36 216 789	16 460 602	19 756 187	13 084 977
Mobilier et équipement	1 203 660	486 734	716 926	128 860
Matériel roulant	7 117 473	4 922 953	2 194 520	1 788 088
Améliorations locatives	4 363 888	848 461	3 515 427	504 584
	78 168 499 \$	29 191 721 \$	48 976 778 \$	27 926 194 \$

10. Autres valeurs actives	1981	1980
Achalandage de consolidation, au coût amorti	7 179 300 \$	4 274 328 \$
Frais d'émission de la dette à long terme, au coût amorti	1 529 421	1 346 008
Avantage fiscal déductible des futurs impôts sur le revenu	231 000	—
Autres éléments d'actif	925 440	345 499
	9 865 161 \$	5 965 835 \$

#### 11. Emprunt bancaire

L'emprunt bancaire d'une filiale est garanti par ses comptes-clients et ses stocks.

12. Dette à long terme	1981	1980
a) Société d'investissement Desjardins		
Débtentures		
Série A, 9%, rachetables par anticipation, échéant le 31 mars 1989	5 082 300 \$	5 082 300 \$
Autre emprunt		
Solde du prix d'achat d'une participation permanente, 8%, remboursable par versements annuels de 58 800 \$, échéant le 1 mars 1986	294 000	—
	5 376 300	5 082 300

#### b) Crédit Industriel Desjardins Inc.

Débtentures		
Série A, 10%, échéant le 15 février 1984	9 810 000	9 818 000
Série B, taux variable, échéant le 22 décembre 1986	7 000 000	—
Billets garantis		
Série A, 10¼%, échéant le 15 décembre 1981	—	9 035 000
Série B, 10½%, échéant le 15 décembre 1986	5 730 000	5 733 000
Série C, 9¼%, échéant le 15 juillet 1982	4 961 000	4 986 000
Série D, 10%, échéant le 15 juillet 1987	4 930 000	4 941 000
Série E, 9½%, échéant le 3 octobre 1983	6 712 000	6 721 000
Série F, 10%, échéant le 3 octobre 1988	2 780 000	2 780 000
Série G, taux variable, échéant le 31 décembre 1986	10 000 000	10 000 000
Série H, taux variable, échéant le 31 décembre 1996	10 000 000 \$	— \$



	1981	1980
Série I, taux variable, échéant le 31 mars 1986	9 920 857 \$	— \$
Série K, taux variable, échéant le 2 octobre 1986	7 000 000	—
Série L, taux variable, échéant le 22 décembre 1986, d'une valeur nominale de 23 000 000 \$; montant utilisé	200 000	—
Autres emprunts		
Billets à court terme	43 500 000	35 000 000
Dette garantie par le transport de contrats de location-financement	5 002 934	—
Solde du prix d'achat d'une filiale, 14%, remboursable par versements annuels de 100 000 \$, échéant le 31 décembre 1985	400 000	—
	<b>127 946 791</b>	<b>89 014 000</b>

## c) Culinar Inc.

Débitures		
Série A, 8½%, 260 000 \$ échéant en 1982 et 270 000 \$ en 1983, garanties par une charge flottante sur toute son entreprise, y compris tous ses biens et tout son actif	530 000	770 000
Série B, 8¾%, échéant de 1984 à 1988 inclusivement, garanties par une charge flottante sur toute son entreprise, y compris tous ses biens et tout son actif	1 800 000	1 800 000
Avances bancaires		
Au taux correspondant au coût d'emprunt du prêteur plus ½% pour les 12 prochains mois et plus ¾% par la suite, remboursable par versements annuels de 666 667 \$ à compter du 31 décembre 1985	2 000 000	4 000 000
Au taux interbancaire de Londres plus ¾%, remboursable par versements de 456 006 \$ en 1982, de 1 029 012 \$ en 1983 et de 1 789 778 \$ en 1984 (2 800 000 \$ É.U.)	3 274 796	3 274 796
Au taux interbancaire de Londres plus ¾%, pour une avance de 2 000 000 \$ É.U. et au taux de base pour une avance de 3 356 744 \$ dans le cadre d'un crédit rotatif de 7 000 000 \$ d'une durée maximale de trois ans, convertible en tout temps en un emprunt à terme de cinq ans	5 720 744	—
Solde dû sur achat d'actions d'une filiale, sujet à redressement sans intérêt, remboursable par versements annuels de 110 000 \$ à compter de 1982	550 000	—
Solde dû sur achat d'actions d'une filiale, 12%, remboursable par versements mensuels de 10 429 \$, comprenant le capital et l'intérêt, échéant en novembre 1988; cet emprunt est garanti par le nantissement de certaines actions d'une filiale	591 391	—
Billets à payer		
Sans intérêt, remboursable par versements de 305 585 \$ en 1982, de 48 000 \$ en 1983 et de 104 000 \$ en 1984	457 585 \$	705 585 \$

	1981	1980
12%, remboursable par versements mensuels de 3 954 \$, comprenant le capital et l'intérêt, et un montant de 86 102 \$ en 1983	178 973 \$	— \$
Emprunts hypothécaires		
À des taux variant de 8½% à 11½%, remboursables par versements de 61 525 \$ en 1982, de 179 530 \$ en 1983 et par versements mensuels de 4 925 \$ par la suite	460 227	22 040
Autres emprunts		
Emprunt remboursé en 1981	—	701 500
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	344 728	151 264
	<b>15 908 444</b>	<b>11 425 185</b>

## d) Sico Inc.

Obligations		
Série A, au taux préférentiel bancaire majoré de ¼% pour les exercices 1981 à 1983 et de ¾% pour les exercices subséquents, garanties par une charge flottante sur tout l'actif, remboursables à compter de février 1982, en quarante versements trimestriels de 218 750 \$	8 750 000	—
Billets à payer		
Remboursable par versements annuels de 50 000 \$ jusqu'en 1984	150 000	—
Remboursable par versements mensuels de 1 250 \$ jusqu'en 1984	31 200	—
Remboursable par versements trimestriels se terminant en 1982	3 200	—
	<b>8 934 400</b>	<b>—</b>
<b>Total consolidé</b>	<b>158 165 935</b>	<b>105 521 485</b>
Versements échéant au cours du prochain exercice	7 400 576	10 248 023
<b>Dette à long terme</b>	<b>150 765 359 \$</b>	<b>95 273 462 \$</b>

Les exigences maximales des fonds de remboursement et le montant requis pour rencontrer les échéances des billets ainsi que les versements relatifs aux débiteurs, obligations, avances bancaires et emprunts hypothécaires s'établissent comme suit:

	1982	1983	1984
Société d'investissement Desjardins	58 800 \$	58 800 \$	58 800 \$
Crédit Industriel Desjardins Inc.	5 061 000	20 051 000	39 010 000
Culinar Inc.	1 337 576	1 860 000	2 518 000
Sico Inc.	943 200	977 200	1 074 900
	<b>7 400 576 \$</b>	<b>22 947 000 \$</b>	<b>42 661 700 \$</b>
Exigences maximales des fonds de remboursement	<b>5 482 737 \$</b>	<b>6 444 492 \$</b>	<b>5 220 344 \$</b>
	1985	1986	
Société d'investissement Desjardins	58 800 \$	58 800 \$	
Crédit Industriel Desjardins Inc.	100 000	24 976 000	
Culinar Inc.	1 340 000	1 348 000	
Sico Inc.	1 023 700	1 023 700	
	<b>2 522 500 \$</b>	<b>27 406 500 \$</b>	
Exigences maximales des fonds de remboursement	<b>4 598 967 \$</b>	<b>172 394 \$</b>	



Les billets à court terme à payer de la filiale Crédit Industriel Desjardins Inc. échéant en deçà d'un an sont classés comme dette à long terme selon la durée des contrats de crédit à long terme, non garantis, conclus avec les banquiers de la filiale. Au 31 décembre 1981, ces crédits s'élèvent à 43,5 millions de dollars dont 7,5 millions échéant le 1 avril 1983, 3 millions échéant le 1 octobre 1983, 3 millions échéant le 18 octobre 1983 et 30 millions échéant le 1 avril 1984.

13. Capital-actions	1981	1980
Autorisé		
Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale		
Émis et payé		
539 449 actions ordinaires (504 944 actions en 1980)	57 579 838 \$	52 779 500 \$

Au cours de l'exercice, la Société a émis 34 505 actions ordinaires pour 4 800 338 \$ comptant.

#### 14. Redressements relatifs aux exercices antérieurs

Les quotes-parts des résultats de compagnies satellites ont dû être redressées pour les exercices terminés les 31 décembre 1980 et 1979. Les bénéfices non répartis, la quote-part de la Société dans les résultats nets des compagnies satellites et le bénéfice net de l'exercice 1980 ont augmenté de 69 087 \$. Par contre, pour l'exercice 1979, les participations permanentes et les bénéfices non répartis ont diminué de 62 778 \$. Il en résulte un redressement net de 6 309 \$.

15. Revenus bruts d'exploitation	1981	1980
Ventes	180 287 567 \$	161 929 233 \$
Intérêts sur financements	20 468 230	13 372 735
Dividendes et revenus non imposables	2 132 964	779 299
Revenus de location-financement	1 396 496	181 367
Autres revenus d'exploitation	2 082 887	1 350 662
	206 368 144 \$	177 613 296 \$

16. Postes extraordinaires	1981	1980
Radiation de l'achalandage de consolidation déduction faite du profit net réalisé à la vente d'éléments d'actif d'une filiale	— \$	(261 280) \$
Intérêts minoritaires	—	124 802
	—	(136 478)
Réduction de l'impôt sur le revenu par suite du report des pertes d'exercices antérieurs	—	123 000
Quote-part de la Société dans les postes extraordinaires de compagnies satellites	575 651	746 159
Profit résultant de la vente de participations permanentes moins les impôts afférents de 73 380 \$	215 518	—
Profit résultant de la conversion d'actions ordinaires de participations permanentes	355 649	—
Provision pour pertes sur participations permanentes	(499 410)	—
	647 408 \$	732 681 \$

#### 17. Éventualités

La Société garantit le remboursement d'un emprunt d'une compagnie présentée à titre de placement de portefeuille pour un montant de 1 333 440 \$ (1 152 000 \$ E.U.) remboursable en devises des États-Unis. Au 31 décembre 1981, cet emprunt se convertit à 1 358 784 \$ en devises canadiennes.

Des réclamations sont pendantes en rapport avec certaines déficiences de produits pour lesquelles une filiale nie toute responsabilité. Dans l'éventualité où il y aurait des indemnités à payer, le coût en sera comptabilisé aux opérations de l'exercice au cours duquel il sera définitivement connu.

#### 18. Engagements

- a) Une filiale a consenti des prêts non déboursés en fin d'exercice pour un montant de 15 489 571 \$ dont 5 235 000 \$ est sujet à acceptation par les requérants.
- b) Une filiale s'est engagée à maintenir en tout temps des marges de crédit bancaire non utilisées suffisantes pour couvrir le montant total des billets à court terme en circulation. Au 31 décembre 1981, ces marges de crédit totalisent pour cette filiale 62,4 millions de dollars dont 35 millions à long terme et de plus, la filiale a convenu de vendre des billets garantis série L, d'une valeur nominale de 23 millions de dollars dont 0,2 million est émis au 31 décembre 1981, tel que mentionné à la note 12.
- c) La Société et les filiales ont signé des baux à long terme pour un montant de 13 227 319 \$. Les loyers annuels minimums s'établissent comme suit pour les cinq prochaines années:
- | 1982         | 1983         | 1984         | 1985         | 1986         |
|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| 1 393 711 \$ | 1 274 111 \$ | 1 176 111 \$ | 1 175 011 \$ | 1 147 394 \$ |

#### 19. Chiffres comparatifs

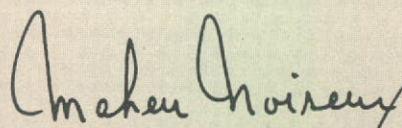
La présentation de certains postes de l'exercice précédent a été modifiée en fonction de celle de l'exercice courant.

## RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

#### Aux actionnaires de Société d'investissement Desjardins

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Société d'investissement Desjardins au 31 décembre 1981 ainsi que les états consolidés des bénéfices non répartis, des résultats et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date et nous avons obtenu tous les renseignements et les explications demandés. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues, et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, au meilleur des renseignements et des explications qui nous ont été donnés et tel qu'il appert aux registres comptables de la Société, ces états financiers consolidés présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 décembre 1981 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.



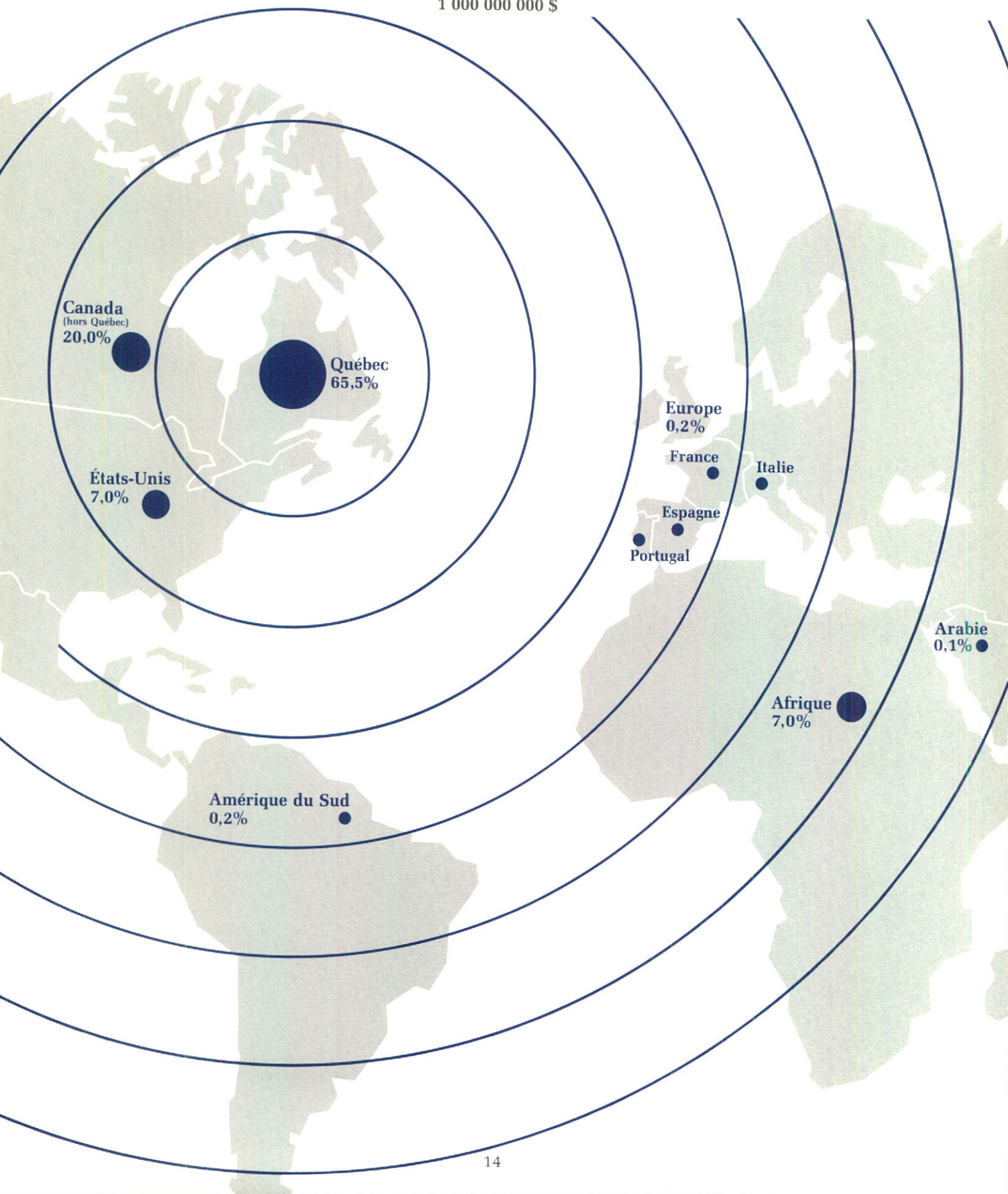
Comptables agréés  
Montréal, le 26 février 1982



# RAYONNEMENT DU CHIFFRE D'AFFAIRES

SID et ses partenaires en 1981

1 000 000 000 \$





---

# NOS PARTENAIRES

et leurs principales filiales et divisions  
au 31 décembre 1981

---

## FILIALES

consolidées

### Crédit Industriel Desjardins Inc.

- Location Pierre Lafleur Ltée

### Culinar Inc.

- Vachon
- Stuart
- Les Aliments Vachon
- Orchard Hill Farms
- Le Groupe Resto Inc.

### Sico Inc.

- Peintures Industrielles Sico
- Peintures Commerciales Sico
- Papiers Peints Novax
- Nu-Brite Chemical Company Inc.
- Sico Coatings Corporation
- Peintures Crown Diamond Limitée

---

## SATELLITES

à la valeur de consolidation

### Curadeau & Frères Inc.

#### Canam Manac Inc.

- Les Aciers Canam Inc.
  - Canam
  - Treco Fabrication
  - Birchwood
- Canam Sales Corporation
- Meubles Bilrite Ltée
- Bilrite Furniture Mfg U.S.A. Ltd
- Locations Treco (1981) Ltée
- Manac Inc.
- Panneaux Nortex Panels Ltée
- Services Financiers Manac Inc.
- Canam Hambro Structures Inc.
- Canam Hambro Systems Inc.
- Treco International Inc.
- Les Constructions Murox Inc.

### Corporation Provost Ltée

- Les Transports Provost Inc.
- Brunswick Petroleum Transport Limited
- Coastal Bulk Transport Limited
- Quinnsway Transport Limited
- Provost Industrial Tankers Limited
- Les Hélicoptères LaVérendrye Inc.
  - Les Hélicoptères Les Ailes du Nord Ltée
  - Viking Helicopters Limited

### Corporation de Gestion La Vérendrye

- Transport Brazeau Inc.
  - Cross Canada Carrier Corporation
  - A & H Express Lines Canada Limited
  - P. Dickson Trucking Ltd
  - Transport Salaberry Inc.
  - Lane's Transport (Toronto) Ltd
- Québec Aviation Ltée
- Télé-Capitale Ltée
  - Entreprises Télé-Capitale Ltée
  - Télé-Capitale Unicom Ltée
- Témisko Inc.

---

## PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

au coût

### Nordair Ltée

- Treasure Tours (Canada) Ltd
- Les Voyages Treasure Tours Inc.

### 1848-7199 Québec Inc.

- Quebecair
  - Régionair
  - Propair
  - Vacances Quebecair Inc.



# IMPACT DE NOS INVESTISSEMENTS

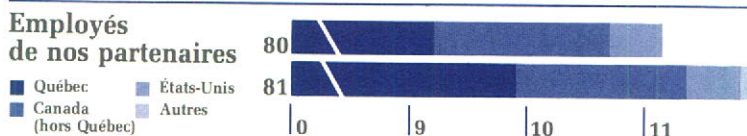
Tel qu'en fait foi le rayonnement du chiffre d'affaires de SID et de ses partenaires, notre action indirecte franchit les frontières géographiques du Québec. Il est important de souligner que cette activité économique importante est générée par des entreprises dont le centre de décisions est situé au Québec, lesquelles font appel à des ressources humaines, financières et technologiques de chez nous.

Le nombre d'employés de l'ensemble des compagnies associées à SID a continué d'augmenter en 1981 pour atteindre 11 845 comparativement à 11 139 à la fin de 1980. On notera avec intérêt que les employés travaillant à l'extérieur du Québec représentent seulement 16,5% du total des employés de ces entreprises, tandis que le chiffre d'affaires hors Québec atteint 34,5% des ventes totales du groupe. Ceci démontre concrètement, pour l'économie du Québec, un des impacts positifs produits par des entreprises qui ont atteint un stade de développement leur permettant d'attaquer avec succès les marchés hors Québec;

s'ajoutent aussi toutes les retombées indirectes de cette activité économique qui se manifestent par une circulation d'argent plus importante sous forme de salaires, taxes, impôts, transactions commerciales, sous-contracts, etc.

SID estime que c'est précisément en mettant du capital de développement à la disposition

d'entreprises québécoises qui ont atteint une place de choix dans leur industrie que ses investissements produiront le maximum d'effets directs et indirects sur l'économie du Québec, puisqu'elle permettra à ces entreprises d'accélérer leur développement et de pénétrer plus rapidement les marchés hors Québec. C'est ainsi que SID favorise le développement de l'infrastructure industrielle au Québec et prolonge, dans le domaine spécialisé de l'investissement, l'impact économique important de ses actionnaires, soit les Fédérations et Institutions du Mouvement Desjardins (85,7%) et la Caisse de dépôt et placement du Québec (14,3%).



## CRÉDIT INDUSTRIEL DESJARDINS INC.

consolidé

Crédit Industriel Desjardins, comme entreprise, a subi les mêmes contrecoups que l'ensemble de l'économie nord-américaine. Pourtant, le dynamisme et la productivité de son équipe lui ont permis de terminer l'année avec des résultats exceptionnels et bénéfiques pour ses actionnaires. Nous avons maintenu notre approche positive et réaliste, mais sans naïveté, face à cette conjoncture très difficile et nous croyons que c'est ce qui explique les résultats très intéressants obtenus en 1981.

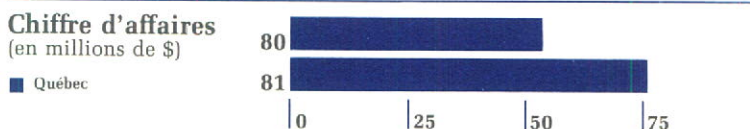
Les investissements du secteur privé, en particulier du secteur manufacturier, joints à certaines mesures fiscales favorables aux PME, telles les obligations pour l'expansion de la petite entreprise, ont contribué à soutenir une demande de financement accrue de la part de la clientèle-cible de CID: les PME. L'actif total a connu une progression record de 60% et a atteint 186 millions de dollars en fin d'exercice. Cette augmentation est le résultat du volume de nouvelles

affaires consenties en 1981, totalisant plus de 75 millions de dollars. Nous avons procédé, au deuxième semestre de 1981, à l'acquisition de la totalité des actions de Location Pierre Lafleur Ltée, entreprise

spécialisée dans la location de véhicules-moteurs. Nous croyons que cette acquisition comporte le double avantage d'une di-

versification par type de produits et d'activités commerciales.

Le bénéfice net a connu une progression record pour atteindre 1 645 640 \$, soit un rendement de 13% sur le capital investi, et ce, sans augmentation de capitalisation. Au 31 décembre 1981, nous avons versé des dividendes totalisant 700 000 \$, incluant un dividende spécial de 300 000 \$. L'année 1982 sera marquée par une extension de notre réseau, notre désir étant de couvrir adéquatement les diverses régions économiques du Québec au rythme que peut accepter une rentabilité soutenue.





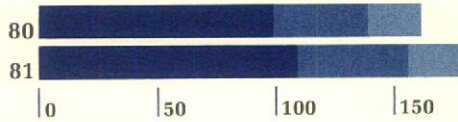
# CULINAR INC.

consolidé

Malgré une conjoncture économique plutôt serrée, Culinar a réalisé un bénéfice net de 5,9 millions de dollars en 1981, améliorant ainsi l'excellente performance de l'année précédente. Ses ventes consolidées ont atteint 180,2 millions de dollars, en augmentation de 18,4 millions de dollars ou 11,3% par rapport à celles de 1980.

**Chiffre d'affaires**  
(en millions de \$)

■ Québec ■ États-Unis  
■ Canada (hors Québec)



Le secteur pâtisserie, représenté par les divisions Vachon et Stuart qui constituent tout près de 70% de son activité, a largement contribué à la croissance des ventes de Culinar et à sa bonne rentabilité. La division Les Aliments Vachon, qui évolue dans un marché où la concurrence s'est faite particulièrement dure, a tout de même réussi à augmenter substantiellement son profit grâce, en particulier, à l'amélioration de sa productivité en usine.

La division produits surgelés (Orchard Hill Farms, aux États-Unis) et la filiale restauration (Le Groupe Resto Inc.), relativement nouvelles pour Culinar, ont eu à souffrir du haut niveau de concurrence dans leur secteur respectif et du ralentissement des affaires résultant de la récession économique.

L'activité économique, au moins pour la première période de l'année 1982, ne sera guère plus vigoureuse qu'en 1981. Toutefois, Culinar envisage l'année avec optimisme et compte améliorer ses résultats et porter son volume d'affaires au-delà du cap des 200 millions de dollars. On s'attend à ce que ses divisions pâtisserie et sa division Les Aliments

Vachon maintiennent et même accélèrent leur rythme de croissance.

Le Groupe Resto Inc. qui a dû absorber les coûts de mise en marche de nombreux restaurants en 1981, devrait améliorer substantiellement ses résultats.

Même si on prévoit qu'il sera difficile à Orchard Hill Farms de dégager un bénéfice en 1982, on s'attend tout de même à une nette amélioration des résultats de cette division grâce à la mise en oeuvre, en 1981, d'un programme d'augmentation de la productivité en usine, de réduction des frais fixes et grâce aussi au lancement de nouveaux produits à rentabilité supérieure.

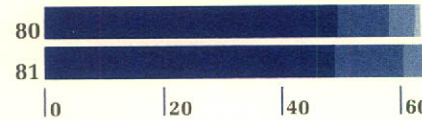
# SICO INC.

consolidé

Face à une conjoncture économique générale de plus en plus difficile, Sico a su tirer son épingle du jeu et enregistrer une hausse de 7,71% de ses ventes régulières de 1980, pour atteindre 64 719 000 \$ en 1981. Toutefois, le coût des produits vendus, le loyer de l'argent et les nouvelles taxes gouvernementales ont entraîné en 1981 un fléchissement sensible de la rentabilité, laquelle est tout de même demeurée positive.

**Chiffre d'affaires**  
(en millions de \$)

■ Québec ■ États-Unis  
■ Canada (hors Québec) ■ Autres



La percée du Groupe Sico s'est poursuivie en 1981: dans le secteur commercial, des démarches ont été entreprises en vue de raffermir nos positions concurrentielles pan-canadiennes; le domaine des étiquettes exclusives a aussi connu un nouvel essor; la gamme des produits Sico lancée en Nouvelle-Angleterre en complément de celle de Nu-Brite fut bien accueillie, quoique les ventes demeurent en deçà des attentes du début. La division des finis industriels fut principalement marquée par une restructuration fonctionnelle lui permettant de répondre davantage aux exigences particulières de sa clientèle diversifiée et toujours croissante. La consolidation entreprise en 1981 à la division des

papiers peints Novax a permis le lancement de Decor-unik, un programme inédit de promotion des ventes.

Fidèles à la philosophie des pionniers du Groupe Sico, les actionnaires se sont concertés en cours d'exercice afin d'accroître la participation des cadres à la propriété de l'entreprise; on

compte actuellement cent vingt actionnaires de la compagnie. D'autre part, Société d'investissement Desjardins a bien voulu consacrer sa solidarité déjà quinquennale avec le Groupe Sico en haussant à 50,45% sa participation au capital-actions de la compagnie.

Pour l'année 1982, la direction désire parfaire la consolidation des opérations du Groupe Sico amorcée au cours de 1981; l'exercice en cours devrait voir l'achèvement de la planification stratégique et la mise en opération d'un système d'information de gestion des plus perfectionnés. Elle anticipe la rationalisation de son action dans divers domaines de même que l'accroissement de la part du Groupe Sico dans tous ses secteurs d'activités.



# CURADEAU & FRÈRES INC.

Curadeau & Frères Inc. est une entreprise saisonnière engagée depuis douze ans dans la production de morue salée et salée-séchée destinée principalement aux marchés d'exportation (Europe, États-Unis).

En mars 1981, Société d'investissement Desjardins se joignait à Pêcheurs Unis du Québec pour acquérir les actions de l'entreprise. L'année d'exploitation 1981 fut excessivement difficile, l'industrie de la pêche de l'Est canadien ayant connu sa pire performance au cours des deux dernières décennies.

La situation économique américaine peu favorable, la hausse vertigineuse des taux d'intérêt, la dévaluation importante des devises européennes par rapport aux dollars nord-américains ont entraîné l'ensemble de l'industrie à supporter des inventaires excessivement élevés, l'obligeant finalement à consentir des rabais au niveau des prix de vente afin de renflouer sa liquidité.

Curadeau & Frères Inc. a subi les mêmes contraintes

et ses opérations se sont soldées par une perte pour la première fois de son histoire.

L'année 1981 en fut également une d'adaptation pour les employés à de nouvelles installations modernes dont nous sommes persuadés pouvoir profiter au maximum en 1982.

Les perspectives de marché pour la prochaine saison s'annoncent légèrement meilleures et nous sommes confiants qu'avec une planification rigoureuse de nos opérations à la lumière de l'expérience vécue en 1981, le tout accompagné d'une modification des structures administratives, nous serons en mesure de relancer cette entreprise sur la voie de nouveaux succès. D'ailleurs, toute l'industrie canadienne des pêches étudie actuellement, en collaboration avec les gouvernements fédéral et provinciaux, des mesures permettant à court terme de contrer les effets négatifs d'une conjoncture économique internationale peu favorable à sa rentabilité.

**Chiffre d'affaires**  
(en millions de \$)



# CANAM MANAC INC.

consolidé

En 1981, le niveau d'opération du Groupe Canam Manac s'est intensifié malgré la régression de l'activité économique dans tous les pays industrialisés; la plupart de nos filiales ont maintenu ou augmenté leur taux de croissance au cours de la dernière année.

Le marché de l'exportation a notamment servi de tremplin pour plusieurs de nos entreprises en assurant de nouveaux débouchés pour l'écoulement de leurs produits. La réalisation d'un contrat de 70 millions de dollars en Algérie a donné un nouvel élan permettant au Groupe Canam Manac d'obtenir un taux de croissance exceptionnel en 1981; l'obtention de ce contrat constitue le principal élément qui a fait bondir le chiffre d'affaires de plus de 38% au cours de la dernière année, soit de 150 millions de dollars à 207 millions.

Si plusieurs entreprises québécoises ont profité des incidences de ce contrat et de l'ensemble des activités du Groupe en 1981, les principales retombées économiques ont d'abord bénéficié aux filiales de Canam Manac Inc. Le contrat en Algérie a permis la création

de plusieurs centaines d'emplois temporaires, tant au pays qu'en Algérie, de sorte que le nombre d'employés du Groupe Canam Manac s'est accru de plus de 82% pour s'élever à 3 839 à un certain moment en 1981.

Au cours de cette dernière année, la masse salariale totale versée par nos filiales atteignait les quelques 43.5 millions de dollars.

**Chiffre d'affaires**  
(en millions de \$)



Comme par le passé, l'année 1981 a permis la réalisation de divers projets d'expansion chez Canam Manac; ces projets se concrétisent par l'acquisition d'entreprises, l'agrandissement d'usines et la modernisation d'équipements. Des investissements supérieurs à 10 millions de dollars ont été consacrés à cet effet.

Les perspectives pour 1982 sont encourageantes puisque la signature d'un nouveau contrat au montant de 30 millions de dollars en Algérie a marqué les derniers jours de 1981. L'ensemble des filiales du Groupe Canam Manac profitera encore largement des retombées de ce contrat qui risque fort d'être suivi par d'autres.



# CORPORATION PROVOST LTÉE

consolidé

Le chiffre d'affaires du Groupe Provost s'est accru en 1981 de 24% dû principalement à l'acquisition et à la consolidation d'une troisième entreprise opérant dans le domaine des hélicoptères, non seulement au niveau national mais aussi sur une base internationale.

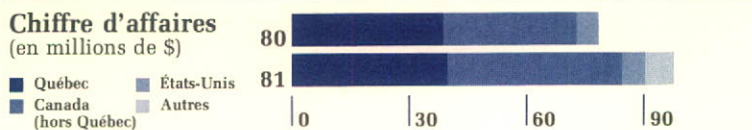
Le secteur du transport routier s'est senti naturellement des effets de la récession mais a quand même augmenté ses revenus, permettant de maintenir un flot d'activités comparable à 1980.

Tous les indices économiques laissent croire que la récession persistera certainement au cours de 1982 et nos projections nous laissent entrevoir une progression plutôt modeste de nos revenus de l'ordre de 9%, mais permettant encore cette année de maintenir notre niveau d'opération. Cet accroissement proviendra des activités du transport routier international rendues possibles par l'obtention en 1981 de la province de l'Ontario d'une licence rattachée au transport outre-frontières, et suite à la recommandation récente de

l'Interstate Commerce Commission de favoriser l'émission d'un permis étendant à quarante-huit états nos droits d'opération aux États-Unis. Les paramètres restreignant en quelque sorte les possibilités de mise en marché des services routiers ou aériens sont maintenant repoussés bien au-delà du continent nord-américain.

Enfin, à moins d'un désastre général de l'économie, les mesures administratives déjà prises et celles qui le seront au cours de 1982, de même qu'un contrôle très serré des coûts ainsi que des efforts de pénétration de nouveaux marchés, nous permettent de prétendre que nous réussirons à accroître notre rentabilité dans le prochain exercice financier.

Un fait est certain: le parc imposant de véhicules routiers spécialisés et la flotte diversifiée d'hélicoptères placent le Groupe Provost dans une situation privilégiée, aussi bien dans le contexte actuel que dans l'éventualité d'une reprise de l'activité économique.



# CORPORATION DE GESTION LA VÉRENDRYE

consolidé

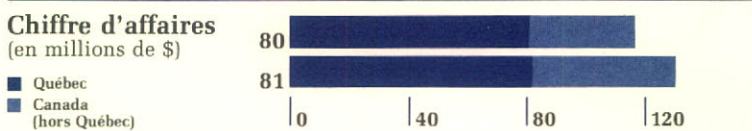
L'année 1981, pour Corporation de Gestion La Vérendrye, a de nouveau été marquée par une conjoncture anémique et incertaine qui a affecté bon nombre de nos marchés. Des demandes salariales accrues, des hausses abruptes et effarantes des taux d'intérêt et du coût de l'énergie jointes à deux arrêts de travail, dont l'un de vingt-deux jours qui a paralysé la majeure partie de notre division de camionnage, nous ont forcés à opérer sans l'efficacité et la rentabilité désirées.

Nos revenus de 130 770 000 \$ en 1981 sont 11,8% supérieurs aux 116 957 000 \$ enregistrés en 1980. L'augmentation découle, pour une large part, de la contribution des compagnies de camionnage opérant entre Toronto et Vancouver, acquises en septembre 1980.

L'événement important à sans contredit été la vente à nos détenteurs d'actions ordinaires classe «A», suite à une offre de droits de souscription donnant droit

d'acquérir des actions ordinaires classe «B», de la totalité des 742 200 actions ordinaires classe «B» ainsi offertes; les actions ordinaires classe «A» comportent un vote par action et les actions ordinaires classe «B» comportent vingt votes par action. De plus, au cours de l'année, nous avons accru notre participation dans Télé-Capitale Ltée: nous détenons maintenant 99,9% des actions «B» (votantes) et 72,7% des actions «A» pour une participation de 75,5%.

L'évolution de l'économie canadienne suit généralement celle des États-Unis et l'année qui vient ne devrait pas faire exception. Les prévisions sont que les États-Unis connaîtront une période négative dans la première partie et positive dans la seconde. Confiants que cette reprise ne tardera pas indûment, nous anticipons, pour l'année en cours, une amélioration de nos revenus et un retour à la rentabilité. La compétence et le dévouement de notre personnel nous permettront d'atteindre ces objectifs.





# NORDAIR LTÉE

consolidé

En 1981, la Société a dû relever de nouveaux défis et faire face à des problèmes imprévisibles qui entraînaient un déficit pour certains centres de profits. Cependant, des programmes de redressement ont été

mis au point pour permettre à Nordair de réaliser des bénéfices après impôts de 2,5 millions de dollars ou 1,15\$

par action, sur des revenus de 141,6 millions de dollars; ce bénéfice par action comprend un montant de 0,24 \$ attribuable à un poste extraordinaire. Le fonds de roulement déficitaire a été réduit de 5,6 millions de dollars durant l'année. Ces résultats incluent d'une part une provision pour perte anticipée de 3,6 millions de dollars sur l'aliénation de deux DC-8 et, d'autre part, un profit de 3,5 millions de dollars résultant de la vente d'un Boeing 737; ces deux montants ont été établis après impôts.

Certains centres de profits ont essuyé de sérieux revers en 1981 attribuables à des événements tels que la diminution de l'activité économique à Asbestos Hill dans le Nouveau-Québec et à La Grande 2 dans le Nord-Ouest, la détérioration prononcée des marges de profits dans l'exploitation des affrètements et l'incapacité d'obtenir

de nouveaux contrats pour le transport des pèlerins musulmans à La Mecque.

Afin de réaliser des bénéfices en 1981, la direction a dû faire preuve d'une grande souplesse. Les stratégies qui ont été adoptées ont réussi; elles comprenaient une implication importante

de la direction à tous les niveaux, de meilleures communications avec les employés, une collaboration plus étroite entre les syndicats et la direction, une amélioration des services à la clientèle, un marketing plus dynamique, des programmes audacieux visant l'amélioration des profits, en plus d'un contrôle accru des coûts à tous les niveaux.

Bien que les économistes s'entendent tous pour dire que les deux prochaines années seront difficiles, particulièrement dans le domaine du transport, la Société s'attend à obtenir en 1982 des résultats satisfaisants, grâce aux programmes de marketing et de ventes promotionnelles lancés en 1981 et aux mesures efficaces de contrôle des coûts qui ont été établies par l'équipe de gestion de Nordair.



# 1848-7199 QUÉBEC INC.

consolidé

En 1981, les principaux actionnaires de Quebecair ont regroupé leurs intérêts de contrôle dans une nouvelle société de gestion, 1848-7199 Québec Inc.

Pour Quebecair, l'année écoulée a constitué un point tournant majeur dans le plan de redressement en cours depuis 1979 et portant sur l'homogénéisation de la flotte d'appareils réactés, la restructuration des routes, la stabilisation de l'horaire, la croissance du réseau par l'addition de la route de Toronto et l'établissement d'un programme intensif de vols ABC (vols avec réservations anticipées), le tout visant à faire de Quebecair une compagnie efficace, viable à moyen et long termes et rendant un service de première qualité.

Quoique les revenus bruts de Quebecair se soient accrus de 27,9% par rapport à l'année précédente pour atteindre plus de 92,6 millions de dollars, l'année 1981, tout comme 1980, fut une année difficile dans une conjoncture caractérisée par une hausse imprévisible de certains coûts d'exploitation et de financement.

Dans l'ensemble des divisions, les opérations de vols cédulés domestiques ont connu les plus importants problèmes de rentabilisation suite à la réduction de

production des sociétés minières dans le nord-est québécois.

La réorganisation de la filiale Les Ailes du Nord Ltée s'est effectuée afin que ce transporteur, sous le nom de Régionair, soit en mesure d'effectuer certaines liaisons où la réduction du tarif passager ne justifie plus l'utilisation d'appareils réactés.

Quant aux vols nolisés ABC vers la Floride et les Bahamas, notre saison 1980/1981 a été un succès des points de vue occupation et revenus. Malheureusement, durant les derniers mois, la concurrence doublée d'une guerre de prix sur Fort Lauderdale a annulé les résultats prometteurs des premiers mois d'opération sur cette route.

Pour l'année 1982, nous prévoyons une amélioration de nos résultats nets par rapport à 1981 grâce à la réorganisation de la flotte de Quebecair et de Régionair et à une compression majeure des divers coûts d'opération. Cet objectif sera toutefois difficile à atteindre, compte tenu des conditions actuelles du marché, des diverses augmentations des coûts d'exploitation et d'une baisse possible du marché des vols nolisés.









une institution du

**mouvement des caisses  
populaires et d'économie  
desjardins**

